



[Impôts] Quand Macron ment aux Français

Après avoir été confinés, les Français vont devoir passer à la caisse. La promesse d'Emmanuel Macron de ne pas augmenter les impôts est une supercherie gouvernementale.

Nous n'augmenterons pas les impôts... avait dit Macron. C'est faux ! Lors de son allocution du 14 juin 2020, le locataire de l'Elysée s'était engagé à ne pas augmenter les impôts et pourtant, pour relancer l'économie qu'ils ont arrêtés, les dirigeants politiques aux manettes ont décidé de mettre en place un plan de relance. Qui dit plan de relance, dit forcément dépenses. Et qui dit dépenses, dit impôts ou taxes. Pour Eudes [Baufreton](#), directeur de l'association « Contribuables Associés », il s'agit là d'une subtilité de langage. *In fine*, les contribuables vont être sollicités :

Les impôts ou les taxes vont augmenter, c'est sûr. Qu'il s'agisse d'un impôt ou d'une taxe, ça sortira du porte-monnaie des contribuables. Cela se transformera en ponction obligatoire qui finira dans les caisses de l'Etat. Macron utilise une subtilité de langage pour éviter de dire qu'on augmente les impôts, alors qu'ils vont bien augmenter. D'ailleurs comment pourrait-il en être autrement ? On le voit bien avec le Covid, avec les plans de relance et autres, nous avons constaté toute une série de dépenses. Si certaines sont justifiées, d'autres sont totalement discutables. Soyons honnêtes, ces plans de relance n'ont jamais sauvé l'économie Française.

Un plan de relance discutable et tout particulièrement, puisqu'il est dirigé par François Bayrou, ce simple fonctionnaire devenu apparatchik, qui n'a jamais connu une entreprise privée de sa vie. Ainsi la Macronie doit combler des trous comme trouver 6 milliards d'euros pour financer la 5eme branche de la sécurité sociale concernant la dépendance. L'inspecteur générale des finances, Laurent vacher, a ainsi proposé des pistes de réflexion au gouvernement, parmi lesquels l'augmentation de la CSG sur toutes les retraites, en passant cette taxe de 8,3 à 9,2 % et les actifs ne seront pas épargnés. A cela s'ajouterait une augmentation de la part de la CSG non déductible dans les pensions et une réduction du plafond de l'abattement sur les revenus des retraités. Des pensionnés mis à contribution mais pas seulement ; une hausse de la contribution de solidarité de l'autonomie (CSA), payé par les entreprises, ainsi que la suppression d'allègement sur les hauts salaires seraient aussi dans les tuyaux. En bonus, le fonctionnaire Vacher qui, lui, n'a pas vraiment à s'inquiéter pour son propre pouvoir d'achat, préconise une deuxième journée de solidarité pour tous les salariés, ce qui est ni plus ni moins encore un impôt. Des propositions en contradictions totales avec le modèle évoqué par Macron en juin dernier.

La seule réponse est de bâtir un modèle économique durable, plus fort. De travailler, de produire davantage pour ne pas dépendre des autres ,

assurait le chef de l'Etat.

Derrière ce patriotisme économique vendu par le président se cachait donc des impôts. Loin de favoriser le tissu industriel français ou d'encourager les entreprises en diminuant leurs charges, il s'agira de reprendre les vieilles recettes, celle du monde d'avant. L'association « *Contribuables Associés* » préconise de son côté un véritable changement de cap et l'assouplissement du modèle économique Français, loin des mensonges préférés par le gouvernement :

Ce qui gangrène aujourd'hui les entreprises ce sont les normes administratives, qu'elles soient françaises, européennes ou autres. Ce sont elles qui empêchent finalement de travailler. Il s'agit là

www.quotidien-libre.fr

Pays : France

Dynamisme : 5



[Visualiser l'article](#)

d'un vrai frein à l'économie, à l'emploi et donc par voie de conséquence, augmente le chômage. Donc plutôt que de créer un plan de relance qui sera taxer au final, il aurait mieux valu desserrer l'étai juridique en terme de droit du travail et de contraintes normatives. C'est ce qui éviterait de taxer à la fin de la journée les retraités mais aussi l'épargne-vie, puisque les Français vont s'apercevoir que l'Assurance-vie sera fortement taxé aussi. Et donc dit autrement, de payer toujours un peu plus quand on est contribuable.